

Fiscalité et compétitivité industrielle en France : un équilibre fragile

L'industrie française joue un rôle clé dans l'économie. Cependant, sa compétitivité est fortement influencée par la fiscalité et le coût du travail, qui restent parmi les plus élevés d'Europe. Face à la contrainte budgétaire et à un environnement international en mutation, la France pourra-t-elle maintenir son attractivité industrielle sans une réforme structurelle de ses finances publiques ?



L'industrie française, bien que ne représentant que 6% des entreprises, reste un pilier économique majeur : 1^{er} employeur, 1^{er} exportateur et 2^e contributeur en chiffre d'affaires. Ce secteur est fortement impacté par la fiscalité, notamment en matière d'imposition des bénéficiaires, d'impôts de production, de taxes foncières et du coût du travail.

Depuis 2017, le taux d'imposition des bénéficiaires des entreprises françaises (25,83% en 2024) se rapproche de la moyenne européenne (21,20%). Cependant, le taux légal d'imposition varie grandement entre les Etats membres. Malte affiche le taux le plus élevé (35%) et la Hongrie le taux le plus faible (9%). De plus, les avantages fiscaux applicables conduisent parfois à une imposition effective très inférieure au taux légal. Ainsi, en 2021, on observait des écarts significatifs à Malte (-6,6%), en Italie (-6,5%), au Portugal (-6,4%) et en Pologne (-3,5%).

JEAN VINCENSINI,

Avocat fiscaliste,
associé au sein JVA SELAS
et Sagasser SELAS,
enseignant à l'Université
Paris-Sorbonne et
co-animateur des
Forums Mac Mahon.

Les impôts de production constituent aussi un enjeu significatif pour la compétitivité nationale et européenne. Alors qu'ils représentaient moins de 1% du PIB en Allemagne (0,6% en 2022) et demeurent inférieurs à 3% en Pologne (2,82%) et en Italie (2,87%), ces prélèvements atteignent 4,7% du PIB en France, limitant l'attractivité du pays. La suppression progressive de la Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), principal impôt de production français, devrait permettre de maintenir le pays à un niveau proche de celui de ses voisins.

Cependant, d'autres défis subsistent. Ainsi, les taxes foncières peuvent peser lourdement sur la localisation des sites industriels. Elles ont progressé de 31,4% en France sur les dix dernières années. Selon la cour des comptes, la France présente le niveau d'impôts récurrents sur la propriété immobilière le plus élevé de l'UE (2,2% du PIB en 2021 dont 1,4% au titre des taxes foncières), devant la Grèce (1,6%) et l'Italie (1,3%). Dans ce